

Déclaration de la Représentante de la République populaire de Chine

Le monde doit aujourd'hui faire face à une croissance économique atone, à une fragilité extrême due aux changements climatiques, aux conflits et aux pandémies, ainsi qu'à de graves situations d'insécurité alimentaire et de pauvreté. Face aux défis de la pauvreté et du développement inégal à long terme, l'humanité doit notamment s'atteler à une tâche gigantesque: atteindre les objectifs de développement durable du Programme 2030 des Nations Unies. Le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'une des trois institutions des Nations Unies spécialisées dans l'alimentation et l'agriculture, devrait s'acquitter plus efficacement de son mandat et aider plus activement les États membres à éliminer la faim et la pauvreté. À cet égard, je tiens à vous faire part des trois suggestions suivantes.

Premièrement, le FIDA devrait poursuivre l'exécution de son mandat, mettre à profit ses avantages comparatifs et chercher à intensifier son action. Face au besoin urgent de capitaux pour le développement et au problème persistant de la pauvreté relative dans le monde, le FIDA doit impérativement se renforcer et offrir des ressources plus favorables aux pays en développement. Dans le cadre des négociations de cette année relatives à la Douzième reconstitution des ressources, les États membres du FIDA devraient apporter leur concours actif et, en particulier, les pays développés devraient assumer leurs responsabilités internationales en matière de développement et accroître leur contribution. Pour sa part, le FIDA devrait, tout en veillant à sa viabilité financière, examiner activement diverses pistes de financement, comme l'emprunt sur les marchés, pour renforcer son assise financière. Il devrait aussi continuer de mobiliser des ressources en renforçant sa coopération avec le secteur privé et en organisant des cofinancements avec des institutions bilatérales et multilatérales.

Deuxièmement, le FIDA devrait mettre l'accent sur sa vision mondiale et renforcer la coopération avec tous les États membres. Les pays en développement, qu'ils soient à faible revenu ou à revenu intermédiaire, font face à des difficultés diverses, pour ce qui est de garantir la sécurité alimentaire et d'éliminer la pauvreté. Organisme spécialisé des Nations Unies, le FIDA doit rester fidèle à sa vision internationale et ne laisser personne de côté, en accordant un soutien personnalisé aux États membres, quel que soit leur stade de développement. Pour les pays à faible revenu qui font face à de multiples problèmes et à un manque de ressources et de capacités, nous proposons que le FIDA intensifie encore son soutien à leur égard. Les nombreux pays à revenu intermédiaire qui connaissent d'importantes disparités de développement et dont une grande part de la population est pauvre ont eux aussi urgemment besoin d'une aide pour mettre un terme à la pauvreté. L'appui du FIDA aux pays à faible revenu et son intervention dans les pays à revenu intermédiaire ne s'opposent pas de façon binaire, mais peuvent se compléter sans aucun doute. Les pays à revenu intermédiaire constituent une source importante d'enseignements en

matière de développement et contribuent largement au financement du développement. Le FIDA devrait assumer ses responsabilités en faveur du développement en mettant l'accent sur l'élimination de la pauvreté et continuer de renforcer sa collaboration avec les pays à revenu intermédiaire, notamment ceux de la tranche supérieure.

Troisièmement, le FIDA devrait continuer de s'engager dans le multilatéralisme et promouvoir différents types de coopération, dont la coopération Sud-Sud. Actuellement, le multilatéralisme et le système multilatéral se heurtent à des vents contraires. Dans ce contexte, le FIDA devrait rester attaché au multilatéralisme, tirer pleinement profit de ses atouts et assumer activement son rôle de passerelle. Tout en veillant à ce que la coopération Nord-Sud demeure le principal axe de collaboration, le FIDA devrait établir des plateformes multilatérales qui permettent à ses pays membres de mettre en œuvre une coopération Sud-Sud et une coopération régionale, afin d'œuvrer ensemble à la sécurité alimentaire. La coopération Nord-Sud et la coopération Sud-Sud doivent se compléter et tirer parti de leurs atouts respectifs. La coopération Sud-Sud présente l'avantage de mettre en relation des pays en développement devant composer avec les mêmes réalités. Nous invitons le FIDA à mobiliser davantage d'effectifs et de ressources financières pour promouvoir la coopération Sud-Sud, et nous nous félicitons que d'autres États participent à la coopération Sud-Sud et y contribuent selon différentes modalités. Le mécanisme de coopération Sud-Sud et triangulaire établi en 2018 avec le FIDA grâce à un don de la Chine d'un montant de 10 millions d'USD a déjà à son actif 15 projets approuvés. Nous espérons que le FIDA continuera de gérer ces fonds de manière efficace et professionnelle afin que le niveau global de développement agricole des pays en développement soit amélioré.

Au fil des quatre dernières décennies de réforme et d'ouverture, la Chine, plus grand pays en développement du monde, a sorti plus de 750 millions de personnes de la pauvreté, veillé à ce que près de 1,4 milliard de Chinoises et de Chinois aient de quoi se nourrir, jour après jour, et triomphera de la pauvreté d'ici à 2030. Pour l'heure et pendant encore un certain temps, la Chine continuera de remédier à l'asymétrie et à l'insuffisance du développement, de revitaliser les zones rurales et d'œuvrer pour l'élimination de la pauvreté en apportant un appui aux personnes qui tombent ou retombent dans la pauvreté, en vue de contribuer plus avant à la réalisation des objectifs de développement durable du Programme 2030 des Nations Unies. En tant que pays en développement, la Chine est prête à poursuivre et à consolider sa coopération mutuellement bénéfique avec le FIDA.